

***The Great War from Below (GWB). Multiple Mobility and Cultural Dynamics in Belgium during and after the First World War***

**Contract - BR/121/A3/GWB  
ANNEX 2 of the FINAL REPORT**

**Final Research Report by Florent Verfaillie**

**Mis au bain de la Nation.**

**Une histoire des tensions sociales en Belgique à travers l'enfermement des 'traîtres' et des 'patriotes' (1914-1925)**

*Florent Verfaillie (Cegesoma-Archives Générales du Royaume / UGent)*

Au sein du groupe de recherche « The Great War from Below », la présente thèse de doctorat s'est attachée à étudier deux « groupes sociaux » forgés par leur expérience de guerre : les 'résistants' et les 'collaborateurs'. L'objectif de cette recherche était initialement de réaliser une histoire sociale de ces deux catégories particulières de citoyens en vue d'évaluer l'impact social de la guerre sur ces deux groupes, qui comptent parmi les principaux créés par le conflit, aux côtés des vétérans (cf collègue de projet Martin Schoups) et des ouvriers déportés (cf collègue de projet Arnaud Charon). L'objectif général du projet de recherche était en effet de pouvoir évaluer l'impact social de la guerre sur la société belge en général à travers l'étude des groupes les plus caractéristiques créés par le conflit. Cependant, confronté à un certain nombre de limites conceptuelles et heuristiques lors de l'application de cette démarche à l'égard du groupe des 'résistants' et des 'collaborateurs', il a été nécessaire d'opérer une réorientation sensible de la recherche afin d'aborder les groupes visés.

**Redéfinition du projet de recherche**

La difficulté principale qu'il fallut résoudre tenait à la particularité de cette recherche, qui portait sur l'analyse combinée de deux groupes sociaux plutôt qu'un. Cette « binarité » du projet a entraîné un nécessaire travail d'homogénéisation conceptuelle et heuristique. Il fallait en effet éviter d'aborder 'résistants' et 'collaborateurs' comme deux groupes distincts, à travers des prismes tout aussi distincts, ce qui aurait mené à des résultats caducs. Une approche se basant sur les sources et les concepts préalablement utilisés dans l'historiographie n'était donc pas envisageable. Celle-ci aurait en effet abouti à une incohérence de l'étude, et en particulier, à l'impossibilité de comparer les deux groupes étudiés. Il n'y avait donc d'autre choix que d'aborder 'résistants' et 'collaborateurs' comme un seul et unique « groupe social », et d'envisager leur analyse sous un prisme commun.

Ce prisme commun fut rendu possible au moyen d'innovations conceptuelles et heuristiques. Premièrement, les deux groupes ont pu être abordés comme un seul « groupe social » au moyen d'un élargissement conceptuel, qui a consisté en le fait d'envisager leur étude comme

celle du continuum des comportements patriotiques sous l'occupation. Abordés sous cet angle, les 'résistants' et les 'collaborateurs' ne représentaient plus que des groupes particuliers parmi d'autres, situés aux extrémités d'un même spectre de comportements, comprenant l'ensemble de la population. Cet élargissement conceptuel a eu une double conséquence. D'une part, l'objet étudié à travers ces deux « groupes-témoins » devenait la société civile belge dans son ensemble, ce qui modifiait sensiblement l'ambition et la portée du projet de recherche initial. D'autre part, cette approche élargissait également la définition même des deux groupes, puisqu'il devenait nécessaire de catégoriser différents « degrés » de 'résistance' et de 'collaboration' afin de s'inscrire dans une logique de continuum.

Deuxièmement, il s'agissait d'opérationnaliser cette approche au moyen des sources archivistiques disponibles, et de définir par la même occasion les limites du continuum analysé. Il fallait concrètement décider où placer le curseur séparant les 'résistants' du reste de la société civile, ainsi que celui en séparant des 'collaborateurs'. Le critère finalement retenu fut celui de l'enfermement, plutôt que l'adhésion à un quelconque organisme. Aborder la 'résistance' et la 'collaboration' sous l'angle carcéral combinait en effet de nombreux avantages. D'une part, l'approche pénitentiaire permettait de conférer à la fois aux 'résistants' et aux 'collaborateurs' une définition commune à travers le concept de « prisonnier politique ». Dans les deux cas il s'agissait en effet de prisonniers politiques s'étant adonnés à l'une ou l'autre forme de 'collaboration' avec « l'ennemi », ce dernier terme visant tantôt l'État belge, tantôt l'État allemand, selon l'autorité répressive envisagée. D'autre part, le critère de l'emprisonnement permettait également d'opérer une certaine gradation au sein des deux groupes étudiés, en fonction de la longévité des peines infligées. De quelques jours à peine dans les cas de détentions préventives, jusqu'à la peine de mort, il y avait là une gradation empiriquement observable pour analyser le « continuum » des comportements patriotiques – pour autant que l'on considère la longévité de la peine comme un reflet pertinent à l'égard de l'engagement (anti-)patriotique du détenu.

L'approche carcérale s'avère en outre innovante pour les deux groupes envisagés. D'une part, les 'résistants' ne sont plus définis par leur appartenance à une quelconque organisation patriotique clandestine formelle (typiquement, à travers les archives de ses organisations rassemblées par la Commission des Archives Patriotiques (CAP), conservées aux AGR), mais bien d'après leur peine de prison personnelle, et d'après le motif invoqué pour justifier leur détention. Cette approche, quoique complexe à mettre en œuvre, permet d'étudier un spectre de 'résistance' beaucoup plus large et varié que le phénomène habituellement étudié, largement limité aux services d'espionnage organisés. L'analyse porte ainsi autant sur la myriade des formes de 'résistance' informelles que sur celles organisées et reconnues par l'État. Cette optique permet de dégager une approche de la 'résistance' « vue d'en bas », qui ne dépend plus exclusivement d'une compréhension du phénomène prédéfinie par les autorités belges après la guerre – à travers la formation de fonds d'archives officiels et en fonction d'enjeux de rétributions patriotiques –, mais qui se base essentiellement sur la réalité de la répression policière allemande pendant la guerre, nettement plus protéiforme. D'autre part, la 'collaboration' est également envisagée de façon plus large en s'émancipant d'une définition habituellement strictement judiciaire, limitée aux atteintes à la sûreté de l'État décrites dans le code pénal. L'étude des 'collaborateurs' détenus après la guerre dans les prisons belges permet en effet d'envisager un phénomène plus large de la 'collaboration'. Non seulement un certain nombre de détenus incarcérés pour des faits de 'collaboration' ne furent jamais condamnés – ils étaient dans ce cas retenus en détention préventive –, mais de nombreux 'collaborateurs' furent condamnés d'après des motifs légaux étrangers au code pénal – en particulier, la collaboration économique définie comme « aide aux mesures de dépossession prises par l'ennemi », quantitativement non négligeable. Les 'collaborateurs' incarcérés dans les prisons belges ont de ce fait un profil

sensiblement plus varié que ceux ayant été exclusivement condamnés en vertu du code pénal.

Cette « harmonisation carcérale » entre les deux groupes sociaux analysés a cependant un coût concernant le spectre temporel initialement envisagé. Étant donné que les sources retenues ne permettaient pas l'analyse de la période postérieure à l'immédiat après-guerre, celle-ci a dû être largement minimisée dans le projet final de l'étude. Le focus de la recherche a été ainsi réorienté vers l'analyse de l'expérience des détenus à la fois sous l'occupation et au sein du milieu carcéral, plutôt que sur l'impact de la guerre à moyen et long terme. Cette dernière question demeure néanmoins présente de façon sous-jacente tout au long de l'analyse pour être abordée plus frontalement dans les réflexions finales. Cette restriction temporelle a toutefois permis un gain qualitatif dans l'analyse de la période de guerre, ainsi que pour celle de l'incarcération. La question centrale de la recherche s'est en effet déplacée de l'impact de la guerre sur les deux groupes étudiés vers l'analyse des tensions sociales sous l'occupation, à travers l'enjeu de la 'résistance', de la 'collaboration', et de leurs répressions. C'est en effet l'analyse du profil social des 'résistants' et des 'collaborateurs', couplée à celle des peines de prison endurées, qui a été finalement placée au cœur de la recherche. Le caractère socialement différencié des formes de 'résistance' et de 'collaboration', ainsi que, par voie de conséquences, des peines infligées, permet en effet à cette étude d'aborder de façon très concrète la question de l'impact social de la guerre d'un point de vue carcéral. Il s'agit ainsi d'une analyse de l'impact social du conflit à court terme, dans le contexte de l'occupation elle-même ainsi que dans l'immédiat après-guerre. À travers l'enjeu de la « carcéralisation » des comportements (anti)patriotiques, c'est la question de la marginalisation et de l'exclusion de la communauté nationale d'une part, et celle de la promotion nationale d'autre part qui est analysée, et mise en relation avec l'exacerbation des tensions sociales durant le conflit, et avec l'égalité des chances entre citoyens dans un contexte de crise.

### **Sources et méthode**

Un échantillon de 648 « prisonniers politiques » a été sélectionné, comprenant respectivement 343 'résistants' et 305 'collaborateurs'. Pour chacun des deux groupes, deux fonds d'archives différents ont été dépouillés, de telle sorte qu'au sein de chaque binôme d'archives, les fonds utilisés servent de « groupe de contrôle » à l'égard des éventuels biais statistiques de l'autre fonds. Dans les deux cas, un fonds fait office de source principale et l'autre de source secondaire, selon la richesse des fonds envisagés. Concernant les 'résistants', les archives des « Laboratoires d'anthropologie pénitentiaire » (Archives du Royaume dans les provinces) constituent la source principale. Ces archives sont extrêmement riches concernant les conditions sociales des détenus, mais n'ont été conservées que pour six prisons dans l'ensemble du royaume : Saint-Gilles, Forest, Anvers, Liège, ainsi que les prisons centrale et secondaire Louvain. Au sein de ces six fonds d'archives, l'ensemble des dossiers 'd'incivisme' ont été sélectionnés pour la période 1918-1925, aboutissant à un total de 145 dossiers. Ces dossiers n'ont cependant pas été constitués de façon systématique pour l'ensemble des détenus, mais d'après l'intérêt médical des médecins anthropologues de chaque prison. Il était donc nécessaire de comparer l'échantillon sélectionné avec un fonds d'archives secondaire. Les « Registres de comptabilité morale » des six prisons initiales (Archives du Royaume dans les provinces) ont ainsi été systématiquement dépouillés au cours de la même période (1918-1925) afin de compléter le premier échantillon, aboutissant à un total de 160 cas supplémentaires. Si les registres de comptabilité morale sont plus exhaustifs concernant la population des prisonniers que le fonds précédent (systématique pour les personnes détenues depuis plus de 3 mois), ils ne furent cependant conservés que dans la moitié des prisons étudiées :

Anvers, Liège et Louvain secondaire. Ces inscriptions au registre de comptabilité morale ne fournissent pas, en outre, la même qualité d'information que les dossiers des laboratoires d'anthropologie pénitentiaire.

Concernant les 'collaborateurs', le choix des sources a été conditionné par une découverte archivistique importante. Une liste de près de 1995 prisonniers civils belge détenus en Allemagne au moment de l'Armistice et remise par les autorités allemandes au gouvernement belge a été découverte au cours des recherches parmi les archives de la prison de Verviers. Cette liste a fait l'objet d'un encodage systématique, permettant de dégager des statistiques quant au motif et au lieu d'incarcération des civils belges dans les prisons et camps d'internement en Allemagne. Sur base de cette liste, 24 catégories ont pu être établies par types de motif d'incarcération. Parmi ces 24 catégories, un peu plus de la moitié concernait des infractions de droit commun. Seules 11 catégories de prisonniers ont ainsi été retenues pour des motifs « politiques », représentant 1311 'résistants'. Sur base de ce groupe, un échantillon de 105 prisonniers politiques a été sélectionné aléatoirement, et proportionnellement à la taille des catégories des prisonniers préalablement établies. Les dossiers des prisonniers sélectionnés ont ensuite été retrouvés au sein des archives des « Victimes de Guerre » (DG Victimes de guerre), qui ont servi de source principale à l'étude du groupe des 'collaborateurs'. Il s'agit des dossiers personnels des prisonniers ayant effectué des démarches après la guerre auprès du Tribunal des Dommages de Guerre, afin d'obtenir des réparations de l'État belge en raison des dommages subit durant leur incarcération en Allemagne. Cependant, les dossiers ainsi rassemblés se sont avérés d'une qualité inégale, et la diversité du contenu d'un dossier à l'autre a rendu le travail d'encodage et de comparaison fastidieux, entraînant une limitation du nombre de dossiers à 105 cas. Afin de compléter cet échantillon au moyen d'une source plus sérielle, se prêtant mieux à l'encodage, et afin d'ouvrir également l'analyse aux prisonniers politiques détenus aussi bien en Belgique qu'en Allemagne, un total de 238 dossiers supplémentaires a été dépouillé au sein des archives de la « Commission centrale pour les déportés, réquisitionnés et prisonniers civils » (Archives Générales du Royaume). Ces dernières archives sont constituées par les formulaires envoyés par le gouvernement aux citoyens ayant été déportés, réquisitionnés ou emprisonnés par les Allemands, en vue d'estimer les besoins rencontrés par ces victimes civiles de la guerre, préalablement à l'institution des Tribunaux des Dommages de Guerre. Ces dossiers étant classés par commune, la sélection s'est effectuée de façon géographique, en privilégiant les communes disposant d'un grand nombre de dossiers. Deux grandes villes ont été étudiées (Gand et Schaerbeek), une ville moyenne (Leuven), et 36 villages (les quatre premiers villages de chaque province par ordre alphabétique).

## **Conclusions**

Les conclusions finales du projet de recherche n'ont pas encore été écrites à l'heure actuelle. Sur base de l'état présent de l'écriture, il est néanmoins possible de tirer plusieurs lignes de force du projet en guise de conclusions. Premièrement, il apparaît que le choix d'aborder 'résistants' et 'collaborateurs' comme un seul « groupe social » fut particulièrement pertinent. En effet, si les 'résistants' peuvent être envisagés comme un « groupe social » à part entière, qui s'organise au lendemain de la guerre à travers diverses associations patriotiques d'anciens prisonniers civils ou d'anciens membres des services de renseignements clandestins, il est frappant de constater que les 'collaborateurs' ne se structurent en aucune façon au sein de ce qui pourrait s'apparenter à un mouvement social. Même si certains activistes flamands pèseront incontestablement sur la vie politique du pays dans l'entre-deux-guerres, ils le feront à titre individuel, au sein des organisations politiques auxquelles ils appartiennent, mais qui ne se confondent en aucune façon avec un

quelconque mouvement d'anciens 'collaborateurs', contrairement à ce qui se produira au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Contrairement aux anciens 'résistants', les anciens 'collaborateurs' ne constituent donc pas un « groupe social » à part entière, et l'analyse de l'impact de la guerre à l'encontre de ces deux « groupes » pose d'importants problèmes épistémologiques.

Le choix de réorienter le projet de recherche vers l'analyse des tensions sociales à travers les enjeux de 'résistance', de 'collaboration' et de leur répression offre en revanche un cadre analytique à la fois innovant et pertinent pour appréhender conjointement les deux groupes envisagés. Les résultats de cette étude se structurent autour de deux grands axes. Le premier axe de la recherche met en lumière l'impact de la guerre sur le système carcéral en général, qui s'inscrit lui-même dans une transformation globale du rapport entre l'État et la « nation ». Alors que l'État moderne se démocratise d'une façon sans précédents au lendemain de la Première Guerre mondiale, et qu'il amorce des changements structurels en matière de prise en charge sociale de la population, le nouveau rôle de cet « État-providence » en devenir est assorti d'une politique de contrôle et de répression de ses citoyens tout aussi accrue et structurelle. La répression de la 'collaboration' prend elle-même une tournure résolument plus politique, avec la criminalisation de l'aide politique à l'ennemi et de la dénonciation en 1917, alors qu'elle était exclusivement liée à des considérations d'ordre militaire jusqu'à la Première Guerre mondiale. Les conditions de détention seront elles-mêmes améliorées pour être mieux à même d'élargir le spectre des prisonniers et des comportements réprimés. Il est symptomatique à cet égard que les conditions d'emprisonnement des détenus politiques soient améliorées, tout en étant refusées à la majorité des collaborateurs, tels que cela était prévu avant-guerre.

Toutefois, malgré cette politisation accrue de la répression des comportements patriotiques, c'est bel et bien la dimension sociale qui domine largement l'enjeu de la 'collaboration' durant la Première Guerre mondiale. Il s'agit-là du deuxième grand axe de cette recherche. En effet, l'aide à l'ennemi (activisme) représente à peine 10% du phénomène 'collaborationniste' en Belgique entre 1914 et 1918. En revanche, la dénonciation représente à elle seule la moitié du phénomène, alors que la collaboration économique en représente près d'un tiers. Or, d'après l'analyse effectuée des dossiers de prisonniers, ces deux principales catégories de 'collaboration' témoignent avant tout des difficultés matérielles et des enjeux économiques qui président largement aux actes 'collaborationnistes' posés. La collaboration durant la Première Guerre mondiale apparaît avant tout, à la lumière de cette étude, comme un enjeu de lutte économique et sociale dans un contexte de raréfaction des ressources. La motivation politique ou patriotique est en revanche très présente parmi les 'résistants'. Toutefois, on constate une importante stratification sociale dans les formes adoptées de résistance, ainsi que dans les fonctions occupées au sein des organisations clandestines. Ainsi, les ouvriers apparaissent comme prioritairement réprimés pour leur résistance au travail forcé, soit par la révolte physique envers les soldats allemands, soit en refusant de reprendre le travail ou en se cachant dans la clandestinité. Les jeunes gens en âge de prendre les armes sont pour leur part nombreux à se voir arrêtés au moment de franchir la frontière vers les Pays-Bas, à partir duquel ils peuvent rejoindre l'armée belge. Au sein des organisations clandestines d'espionnage, la majorité des dirigeants appartiennent aux classes sociales supérieures. Ce sont eux qui écoperont des peines les plus lourdes en Allemagne, mais c'est également eux qui retireront les plus grands bénéfices de la rétribution patriotique après la guerre.

En définitive, l'expérience carcérale apparaît comme un marqueur social interprété de façon opposée selon que l'on fut condamné par les Allemands pendant l'occupation ou par les Belges après la libération. Or, si les peines de prison infligées par les Allemands

corroboraient en moyenne l'importance du statut social du condamné, ces peines socialement différenciées se répercutaient après la guerre en devenant des marqueurs sociaux d'une intégration accrue parmi les privilégiés de la nation. La longévité des peines se retrouve également accrue en Belgique au regard du statut social du condamné pour 'collaboration', en raison du fait que la collaboration politique était la plus sévèrement réprimée avec l'espionnage. Or, si la collaboration politique était le fait d'une certaine élite intellectuelle, cette dimension était nettement moins marquée dans le chef des espions, qui apparaissaient bien comme les ultimes parias de la patrie.

\*\*\*